

PREFET DE LA LOIRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DE LA LOIRE**  
*Service Environnement et Prévention des Risques*  
48 bis boulevard Jules Janin  
42022 SAINT-ETIENNE Cedex 01

**ARRETE N° 369 / DD PP / 10**  
**portant prescriptions complémentaires**

Le préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** la loi n°2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;

**VU** l'article R. 512-31 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 août 1992 prescrivant aux établissements **PORCHER, 151 avenue de la Libération au COTEAU**, la réalisation d'une étude d'évaluation de la décharge et de son impact sur l'environnement exploitée sans autorisation lieu-dit "Bois de la Pie" à Parigny ainsi que l'interdiction de tout nouveau déversement de déchets industriels de quelque nature que ce soit ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 février 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la S.A. IDEAL STANDARD FRANCE ( ex société PORCHER) pour sa décharge sise sur le territoire de la commune de PARIGNY – Bois de la Pie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 mettant en demeure la société IDEAL STANDARD FRANCE de respecter les articles 2, 3, 4 et 6 de l'arrêté préfectoral du 9 février 1999 et par l'article 2, de fournir les éléments susceptibles de permettre la mise en place de servitudes et de restrictions conventionnelles au profit de l'Eat ;

**VU** les trois études de sol réalisées en 1994, 1999 et 2007 ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des installations classées en date du 15 mars 2010, constatant que la surveillance des eaux et le dossier de servitudes prescrits ne sont pas réalisés ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, au cours de sa séance du 3 mai 2010 ;

**VU** l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 11 mai 2010 ;

**CONSIDÉRANT** que cette cessation d'activité libère des terrains susceptibles d'être affectés à usage identique à celui de la dernière période d'exploitation

**CONSIDÉRANT** qu'au vu des pollutions constatées et compte tenu du fait que les prescriptions sont devenues inadaptées au contexte actuel du site, il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le directeur départemental de la protection des populations ;

**ARRETE**

## **Article 1er - OBJET**

La société Idéal Standard Industries France dont le siège social se situe 165 avenue du Bois de la Pie – 95700 Roissy-en-France, est tenue de se conformer au présent arrêté pour la cessation définitive des activités qu'elle exerçait sur le site sis au lieudit « Bois de la Porte » - 42120 Parigny.

## **Article 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **Article 2.1 - Conception du réseau de forages**

Sur la base du rapport de l'évaluation simplifiée des risques (figure 2 du rapport n° A39050 version C) de janvier 2007 réalisé par le bureau d'études ANTEA, le réseau de forage est défini par :

- le piézomètre Pz2 implanté en amont hydraulique du site,
- le piézomètre Pz3 implanté en amont latéral hydraulique du site,
- le piézomètre PZ1 implanté au droit du site sur la zone de déversement des moules en plâtre et émaux,
- le piézomètre PZ10 implanté en aval hydraulique du site,
- le piézomètre Pz1 implanté en aval hydraulique du site en bordure nord ouest du site,

La position des piézomètres est précisée sur le plan de situation présenté en annexe 1.

### **Article 2.2 - Réalisation des forages**

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

### **Article 2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

### **Article 2.4 - Nature et fréquence d'analyse**

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle après, dans la mesure du possible, un épisode de pluie.

<ul style="list-style-type: none"><li>▪ pH</li><li>▪ conductivité</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ niveau piézométrique</li><li>▪ métaux lourds (arsenic, baryum, cadmium, nickel, plomb, zinc et potassium)</li><li>▪ cyanures</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ indice Hydrocarbures</li><li>▪ HAP</li><li>▪ composés organiques halogénés volatils</li><li>▪ magnésium</li></ul>
---	--	---

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

### **Article 2.5 – Échéances de mise en œuvre**

La société Idéal Standard Industries France devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

- Réalisation des premières analyses : 2 mois

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement une évaluation de la période de pluie intervenue et des commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade,

s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

#### **Article 2.6 – Durée de la surveillance**

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

#### **Article 3 – TERRE VEGETALE DE RECOUVREMENT**

La société Idéal Standard Industries France doit réaliser, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, deux analyses représentatives de la terre végétale de recouvrement mise en place au droit de la zone actuelle de pâture des animaux sur les paramètres métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), cyanure, BTEX, hydrocarbures totaux, HAP, PCB et composés organiques halogénés volatils.

Le résultat des analyses est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec les commentaires et les propositions éventuels de l'exploitant.

#### **Article 4 – RESTRICTIONS D'USAGE**

Un dossier comprenant les éléments nécessaires à l'institution de servitudes sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage des terrains en l'occurrence un usage agricole. Les dispositions prendront la forme d'une servitude d'utilité publique telle que prévue aux articles L. 515-8 et suivants du Code de l'Environnement. Une toute autre forme de servitude permettant de répondre à l'objectif fixé pourra être proposée à l'inspection qui donnera son accord.

#### **Article 5 – BILAN QUADRIENNAL**

Un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être proposé et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6 – FRAIS**

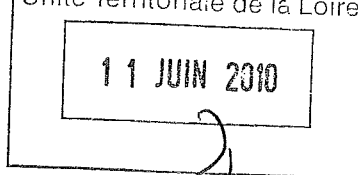
Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 7 – AFFICHAGE**

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

#### **Article 8 – DELAI DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.



55

#### Article 9 – APPLICATION

Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE, Monsieur le maire de PARIGNY et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

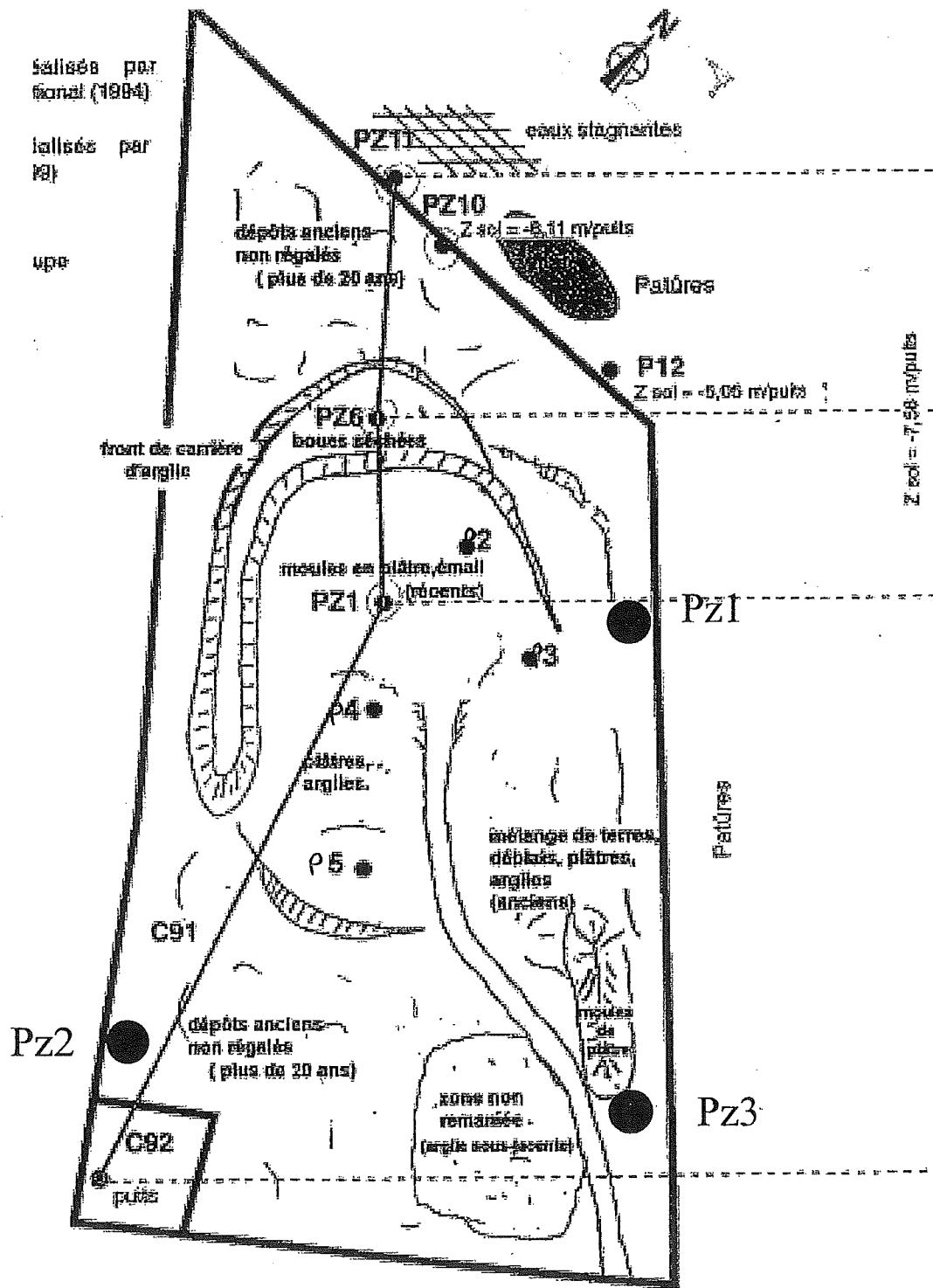
Fait à SAINT-ETIENNE, le 04 JUIN 2010

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Patrick VERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la SA IDEAL STANDARD FRANCE
- Bâtiment H - Parc des Reflets
- 165 avenue du Bois de la Pie
- 95920 ROISSY CDG CEDEX
- M. le Sous-Préfet de ROANNE
- Monsieur le maire de PARIGNY
- L'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Archives
- Chrono.



Piézomètre

Figure 2 : Plan d'implantation des piézomètres